

## Burundi : un gouverneur rappelle à l'ordre les Imbonerakure

@rib News, 14/04/2018 &ndash; Source AFP Un gouverneur du sud du Burundi a adressé un rappel à l'ordre inédit à la très redoutée ligue des jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure, qualifiée de milice par l'ONU, a-t-on appris samedi de sources administratives.

Ce rappel à l'ordre, adressé par un cadre du parti au pouvoir CNDD-FDD du président Pierre Nkurunziza à la suite d'une augmentation des incidents impliquant les Imbonerakure dans la province de Bururi, un fief de l'opposition, est le premier ciblant de la sorte cette ligue controversée. Un haut responsable administratif local a confirmé samedi que Christian Nkurunziza, gouverneur de la province de Bururi (sud), a signé le 2 avril une ordonnance &ndash; qui avait fuité sur les réseaux sociaux &ndash; interdisant « le sport de masse de nuit avec des gourdins » dans les cinq communes constituant sa région administrative. Les mots utilisés dans l'ordonnance, qui met en garde contre des « sanctions très sévères », peuvent sembler sibyllins. Christian Nkurunziza, un proche allié du président Pierre Nkurunziza, n'y nomme pas les Imbonerakure, et s'est publiquement défendu de s'en prendre à ce groupe considéré comme un des principaux outils de répression du régime. Mais des responsables administratifs locaux, contactés par téléphone et sous couvert d'anonymat, ont indiqué à l'AFP que le gouverneur souhaite par cette interdiction adresser un « rappel à l'ordre » aux Imbonerakure, dont il veut « calmer les ardeurs », alors que de nombreux habitants de la province se plaignent d'eux. Un des habitants explique que depuis plusieurs mois, « des centaines d'Imbonerakure, organisés en compagnie comme les militaires, courent chaque nuit sur les collines du chef-lieu de la commune, armés de gourdins et d'armes blanches, en chantant des chansons de menace envers les opposants ». Plusieurs habitants évoquent des patrouilles, des arrestations et des morts « suspects », d'autres des « entraînements militaires qui sèment l'effroi » au sein de la population. D'autres accusent les Imbonerakure de « rançonner » les habitants. Début avril, des Imbonerakure ont même « arrêté des policiers et les ont désarmés » en pleine nuit à Bururi, a indiqué un responsable provincial. L'annonce en avril 2015 de la candidature de M. Nkurunziza à un troisième mandat avait plongé le Burundi dans une crise politique qui a fait depuis au moins 1.200 morts et plus de 400.000 déplacés, et sur laquelle la Cour pénale internationale a ouvert une enquête. Les Imbonerakure sont accusés par les ONG, l'ONU et la CPI d'être responsables aux côtés de la police, des services secrets et de l'armée, de graves violations des droits de l'Homme commises au Burundi depuis avril 2015.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});